

F. 93 — 2937

[S-C — 29566]

**6 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget, donné le 16 juillet 1993;

Vu le protocole du 2 août 1993 du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 1993,

Arrête :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 16 juillet 1993 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire;

2° « comités de concertation » : les comités de concertation créés par l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

3° « conseils de zone » : les conseils de zone créés par l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 précité;

4° « inspection » : l'inspection visée à l'article 24, § 2, alinéa 2, 3°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

**Art. 2.** Les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, des services d'inspection et des centres psycho-médico-sociaux auxquels sont confiées des charges de formateurs peuvent être mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement, à temps plein ou à temps partiel.

Les traitements afférents aux charges de formateurs sont imputés sur les crédits budgétaires affectés aux formations en cours de carrière.

Les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, des services d'inspection et des centres psycho-médico-sociaux peuvent également être engagés en fonction accessoire lorsque les charges de formation qui leur sont confiées n'excèdent pas le cinquième d'une charge complète.

**CHAPITRE II. — Des formations dispensées au niveau de l'ensemble de la communauté**

**Art. 3.** Dans le courant du dernier trimestre de chaque année civile, chaque comité de concertation invite les pouvoirs organisateurs représentés au sein des conseils de zone de son caractère à lui communiquer les besoins de formation au niveau de l'ensemble de la Communauté exprimés par les membres de leur personnel. A cet effet, les pouvoirs organisateurs sont tenus d'organiser une ou plusieurs réunions du personnel.

Pour l'enseignement de la Communauté française, la communication des besoins de formation ainsi que la réunion du personnel visées à l'alinéa 1er sont de la responsabilité des chefs d'établissement.

Dans le courant du mois de janvier, à l'initiative conjointe du président du comité de concertation de l'enseignement non confessionnel et du président du comité de concertation de l'enseignement confessionnel, une délégation comprenant le président et six membres de chacun des comités de concertation établit, à la majorité des deux tiers des présents, les propositions de thèmes de formation au niveau de l'ensemble de la Communauté qui sont ensuite soumises à l'approbation de chaque comité de concertation.

Les propositions sont transmises au Gouvernement au plus tard au terme du mois de février.

**Art. 4. § 1er.** La sélection des formateurs se fait sur base d'un cahier des charges établi en commun par les deux comités de concertation.

§ 2. Le cahier des charges comprend obligatoirement :

1° l'intitulé de la formation;

2° les objectifs formulés en terme de compétences à acquérir par les participants;

3° les modalités générales d'organisation;

4° les délais et la forme d'introduction des candidatures de formateur;

5° les modalités selon lesquelles :

— le bénéficiaire d'une formation transmet l'évaluation prévue à l'article 19, alinéa 1er du décret;

— le dispensateur d'une formation transmet l'évaluation prévue à l'article 19, alinéa 3 du décret.

Les modalités visées à l'alinéa 1er, 5° protègent l'anonymat des bénéficiaires d'une formation.

§ 3. Le cahier des charges est soumis à l'inspection compétente. Celle-ci dispose d'un délai de dix jours pour introduire un recours suspensif auprès du Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions. Le Ministre arrête sa décision dans un délai de quinze jours.

A défaut de décision dans les délais, le cahier des charges est approuvé.

§ 4. Le cahier des charges est communiqué contre remboursement des frais à toute personne ou institution, appartenant aux catégories visées à l'article 5 du décret, qui en fait la demande, à un des comités de concertation dont le siège est communiqué annuellement par avis inséré au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Un répertoire de l'ensemble des formations est communiqué par le comité de concertation concerné à chaque pouvoir organisateur et à chaque établissement d'enseignement secondaire, pour information à tous les membres du personnel, ainsi que, contre remboursement des frais, à toute personne qui en fait la demande.

Les inscriptions sont transmises par l'intermédiaire du pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, du chef d'établissement, pour l'enseignement de la Communauté française, au comité de concertation compétent.

**Art. 6.** Chaque comité de concertation communique au Ministre le programme de chaque formation au moins quinze jours avant le début de celle-ci.

Le programme comprend au minimum le cahier des charges, une description de la formation, l'identité des formateurs, les lieux et dates de la formation et la liste des participants.

L'inspection est chargée du contrôle de la conformité des formations avec le programme visé à l'alinéa 2. A cet effet, l'inspection peut vérifier sur place la conformité au cahier des charges et à la description de la formation visés à l'alinéa 2. Le contrôle de conformité est distinct de l'évaluation de l'efficacité visée à l'article 19 du décret.

#### CHAPITRE III. — Des formations dispensées au niveau des zones

**Art. 7. § 1er.** Chaque comité de concertation sélectionne les formateurs propres à assumer les projets de formations organisées au niveau zonal sur base d'un cahier des charges qu'il définit.

§ 2. Le cahier des charges comprend obligatoirement :

- 1° l'intitulé de la formation;
- 2° les objectifs formulés en terme de compétences à acquérir par les participants;
- 3° les modalités générales d'organisation;
- 4° les délais et la forme d'introduction des candidatures de formateur,
- 5° les modalités selon lesquelles :
  - le bénéficiaire d'une formation transmet, l'évaluation prévue à l'article 19, alinéa 1er du décret;
  - le dispensateur d'une formation transmet l'évaluation prévue à l'article 19, alinéa 3 du décret.

Les modalités visées à l'alinéa 1er, 5° protègent l'anonymat des bénéficiaires d'une formation.

§ 3. Le cahier des charges est soumis à l'inspection compétente. Celle-ci dispose d'un délai de dix jours pour introduire un recours suspensif auprès du Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions. Le Ministre arrête sa décision dans un délai de quinze jours.

A défaut de décision dans les délais, le cahier des charges est approuvé.

§ 4. Le cahier des charges est communiqué contre remboursement des frais à toute personne ou institution, appartenant aux catégories visées à l'article 5 du décret, qui en fait la demande au comité de concertation compétent.

**Art. 8.** La liste des formateurs sélectionnés par chaque comité de concertation est insérée dans le répertoire visé à l'article 5.

**Art. 9.** Chaque conseil de zone invite les pouvoirs organisateurs qui le composent à lui communiquer les besoins de formation exprimés par les membres de son personnel. A cet effet, les pouvoirs organisateurs sont tenus d'organiser une ou plusieurs réunions du personnel.

Pour l'enseignement de la Communauté française, la communication des besoins de formation ainsi que la réunion du personnel visées à l'alinéa 1er sont de la responsabilité des chefs d'établissement.

**Art. 10.** Chaque conseil de zone dispose auprès du comité de concertation de crédits proportionnels à sa part dans le nombre total de périodes-professeurs utilisables au 1er septembre de l'année scolaire en cours pour l'ensemble des établissements du caractère concerné.

**Art. 11.** Chaque conseil de zone communique la liste des formations organisées aux pouvoirs organisateurs, à l'administration de l'organisation des études pour l'enseignement de la Communauté française ainsi qu'aux établissements d'enseignement secondaire concernés, pour information à tous les membres du personnel, ainsi que, contre remboursement des frais, à toute personne qui en fait la demande.

Les inscriptions sont transmises par l'intermédiaire du pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, du chef d'établissement, pour l'enseignement de la Communauté française, au président du conseil de zone. Pour l'enseignement de la Communauté française, une copie est transmise à l'administration de l'organisation des études.

**Art. 12.** Dans la limite des places disponibles et moyennant accord du pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, du chef d'établissement, pour l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel de tous les établissements peuvent bénéficier des formations dispensées à l'initiative d'un conseil d'une autre zone ou d'un autre caractère.

Ils ne reçoivent d'indemnités de déplacement et de séjour que sur accord préalable du conseil de zone dont ils dépendent.

**Art. 13.** Chaque conseil de zone communique au Ministre le programme de chaque formation au moins quinze jours avant le début de celle-ci.

Le programme comprend au minimum le cahier des charges, une description de la formation, l'identité des formateurs, les lieux et dates de la formation et la liste des participants.

L'inspection est chargée du contrôle de la conformité des formations avec le programme visé à l'alinéa 2. A cet effet, l'inspection peut vérifier sur place la conformité au cahier des charges et à la description de la formation visés à l'alinéa 2. Le contrôle de conformité est distinct de l'évaluation de l'efficacité visée à l'article 19 du décret.

#### CHAPITRE IV. — Des formations dispensées par réseau

**Art. 14.** Chaque réseau détermine, pour les formations qui sont de sa compétence, un programme de formation et le communique au Ministre au moins quinze jours avant le début de celle-ci.

Le programme comprend au minimum une description de la formation, l'identité des formateurs, les lieux et dates de la formation et la liste des participants.

L'inspection est chargée du contrôle de la conformité des formations avec le programme visé à l'alinéa 2. A cet effet, l'inspection peut vérifier sur place la conformité à la description de la formation visée à l'alinéa 2. Le contrôle de conformité ne peut comporter aucune évaluation de l'efficacité, telle qu'elle est visée à l'article 19 du décret.

#### CHAPITRE V. — De la répartition des crédits entre les types de formation

**Art. 15.** Les crédits affectés aux formations en cours de carrière sont répartis à raison de :

- 1° 40 % pour les formations organisées au niveau communautaire, visées au chapitre II du décret;
- 2° 40 % pour les formations organisées au niveau zonal, visées au chapitre III du décret;
- 3° 20 % pour les formations organisées par réseau, visées au chapitre IV du décret.

Le Gouvernement peut annuellement, dans le courant du mois de janvier, modifier la répartition fixée de manière à augmenter les crédits affectés à l'alinéa 1er, 1° et à diminuer d'autant les crédits affectés à l'alinéa 1er, 2°.

CHAPITRE VI. — *De la gestion*

**Art. 16.** A la demande du président du comité de concertation compétent, le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation engage les dépenses résultant des formations visées aux chapitres II et III du décret.

**Art. 17.** A la demande de chaque organe représentatif des pouvoirs organisateurs, le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation engage les dépenses résultant des formations visées à l'article 12, alinéa 1er, 2°, du décret.

**Art. 18.** Les pièces justificatives, visées, selon le cas, par le président du comité de concertation compétent ou par le représentant de chaque organe représentatif visé à l'article précédent, sont transmises au Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, en vue du règlement des dépenses.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 19.** Pour les formations assurées pendant l'année scolaire 1993-1994 :

1° l'article 3 n'est pas d'application;

2° les thèmes fixés pour les formations au niveau communautaire visées au chapitre II du décret sont :

a) la formation liée à la détermination de socles de compétences au premier degré de l'enseignement secondaire, à la certification par degré, à l'élaboration d'outils d'évaluation formative et certificative;

b) la formation à l'évaluation formative à tous les degrés et dans toutes les formes et types de l'enseignement secondaire;

c) la mise à jour des connaissances des membres du personnel dont les attributions seront modifiées durant les années scolaires 1993-1994 ou 1994-1995, par application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juin 1993 fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire;

d) la mise à jour des connaissances et la formation à l'évaluation des professeurs de mathématique;

e) la mise à jour des connaissances et la formation à l'évaluation des professeurs chargés des cours techniques et des cours de pratique professionnelle;

f) la formation des chefs d'établissement en cours de carrière, à l'exclusion des formations spécifiques à chaque réseau d'enseignement.

**Art. 20.** Le présent arrêté produit ses effets le 15 août 1993.

**Art. 21.** Le Ministère de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 septembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

E. DIRUPO

## VERTALING

N. 93 — 2937

[S-C — 29566]

**6 SEPTEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 16 juli 1993 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 16 juli 1993 betreffende de vorming van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs;

Gelet op het akkoord van de Minister die belast is met de begroting, gegeven op 16 juli 1993;

Gelet op het protocol d.d. 2 augustus 1993 van Sectorcomité IX en van het comité van de provinciale en lokale overheidsdiensten, die gemeenschappelijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 6 september 1993,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet d.d. 16 juli 1993 betreffende de vorming tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs;

2° « overlegcomités » : de overlegcomités opgericht bij toepassing van artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan;

3° « zoneraden » : de zoneraden opgericht bij artikel 2 van bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 15 maart 1993;

4° « inspectie » : de inspectie bedoeld in artikel 24, § 2, lid 2, 3° van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

**Art. 2.** Aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van de inspectiediensten en van de psycho-medisch-sociale diensten aan wie opdrachten van opleider zijn toevertrouwd, kan in het belang van het onderwijs voltijds of deeltijds verlof worden toegestaan.

De wedden die verband houden met de opdrachten van opleider worden aangerekend op de budgettaire kredieten die voor de opleidingen tijdens de loopbaan bestemd zijn.

De leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van de inspectiediensten en van de psycho-medisch-sociale centra kunnen ook voor een bijbetrekking worden aangeworven wanneer de hun toevertrouwde vormingsopdrachten geen vijfde van een volledige opdracht te boven gaan.

HOOFDSTUK II. — *Verstreckte opleidingen op het vlak van de gehele gemeenschap*

**Art. 3.** In de loop van het laatste kwartaal van elk kalenderjaar verzoekt elk overlegcomité de inrichtende machten die in de zoneraden van zijn aard vertegenwoordigd zijn, de behoeften aan vorming op het vlak van de gehele Gemeenschap, die door hun personeelsleden werden uitgedrukt, aan bedoeld comité mee te delen.

Daartoe moeten de inrichtende machten een of meer personeelsvergaderingen beleggen.

Voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoren de mededeling van de behoeften aan opleiding en de in lid 1 bedoelde personeelsvergaderingen tot de verantwoordelijkheid van de inrichtingshoofden.

Op gezamenlijk initiatief van de voorzitter van het overlegcomité voor niet-confessioneel onderwijs en van de voorzitter van het overlegcomité voor confessioneel onderwijs maakt een afvaardiging bestaande uit de voorzitter en zes leden van elk overlegcomité, met een tweederdemeerderheid van de aanwezigen, voorstellen op in verband met de vormingsthema's op het vlak van de gehele Gemeenschap; dit gebeurt in de loop van januari en bedoelde voorstellen worden achteraf aan elk overlegcomité ter goedkeuring voorgelegd.

De voorstellen worden uiterlijk eind februari aan de Regering overgezonden.

**Art. 4. § 1.** De selectie van de opleiders gebeurt op grond van een lastenkohier dat gezamenlijk door beide overlegcomités opgemaakt werd.

§ 2. Het lastenkohier omvat verplicht :

- 1<sup>o</sup> het opschrift van de vorming;
- 2<sup>o</sup> de doeleinden uitgedrukt als bekwaamheid die door de deelnemers moet worden verworven;
- 3<sup>o</sup> de algemene organisatiewijze;
- 4<sup>o</sup> de termijn en de vorm van de in te dienen kandidaturen als opleider;
- 5<sup>o</sup> de voorwaarden waaronder :
  - degene die een opleiding geniet, de in artikel 19, lid 1 van het decreet bepaalde evaluatie verzendt;
  - de verstrekker van een opleiding de in artikel 19, lid 3 bepaalde evaluatie verzendt.

De in lid 1, 5<sup>o</sup> bedoelde voorwaarden beschermen het anoniem karakter van degenen die een opleiding genieten.

§ 3. Het lastenkohier wordt aan de bevoegde inspectie voorgelegd. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van tien dagen om een opschortend beroep in te dienen bij de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort. De Minister neemt zijn beslissing binnen een termijn van veertien dagen.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de gestelde termijn is het lastenkohier goedgekeurd.

§ 4. Het lastenkohier wordt meegedeeld, tegen terugbetaling van de kosten, aan elke persoon of instelling die tot de in artikel 5 van het decreet bepaalde categorieën behoort en die het vraagt aan een van de overlegcomités waarvan de zetel jaarlijks via een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 5.** Een lijst van alle opleidingen wordt door het betrokken overlegcomité meegedeeld aan elke inrichtende macht en aan elke inrichting voor secundair onderwijs, tot kennisgeving aan alle personeelsleden alsmede, tegen terugbetaling van de kosten, aan elke persoon die zulks vraagt.

De inschrijvingen worden langs de inrichtende macht om voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, langs het inrichtingshoofd om voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap aan het bevoegde overlegcomité overgezonden.

**Art. 6.** Elk overlegcomité deelt de Minister het programma van elke opleiding uiterlijk veertien dagen vóór het begin hiervan mede.

Het programma omvat minstens het lastenkohier, een beschrijving van de opleiding, de naam van de opleiders, plaats en datum van de opleidingen en de lijst van de deelnemers.

De inspectie is belast met het toezicht op de overeenstemming van de opleidingen met het in lid 2 bedoelde programma.

Te dien einde mag de inspectie ter plaatse de overeenstemming met het lastenkohier en met de beschrijving van de opleiding bedoeld in lid 2, nagaan. Het toezicht op de overeenstemming staat los van de evaluatie van de in artikel 19 van het decreet bedoelde doeltreffendheid.

HOOFDSTUK III. — *De op het vlak van de zones verstreckte opleidingen*

**Art. 7. § 1.** Elk overlegcomité kiest de opleiders die geschikt zijn om de projecten inzake de opleidingen die op zonevlak worden ingericht, op zich te nemen, op grond van een lastenkohier dat het bepaalt.

§ 2. Het lastenkohier omvat verplicht :

- 1<sup>o</sup> het opschrift van de opleiding;
- 2<sup>o</sup> de doeleinden uitgedrukt als bekwaamheid die door de deelnemers moet worden verworven;
- 3<sup>o</sup> de algemene organisatiewijze;
- 4<sup>o</sup> de termijnen en de wijze waarop de kandidaturen als opleider moeten worden ingediend;
- 5<sup>o</sup> de voorwaarden waaronder :
  - degene die een opleiding geniet, de in artikel 19, lid 1 van het decreet bepaalde evaluatie verzendt;
  - de verstrekker van een opleiding de in artikel 19, lid 3 van het decreet bepaalde evaluatie verzendt.

De in lid 1, 5<sup>o</sup> bedoelde voorwaarden beschermen het anoniem karakter van degenen die een opleiding genieten.

§ 3. Het lastenkohier wordt aan de bevoegde inspectie voorgelegd. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van tien dagen om een opschortend beroep in te dienen bij de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort. De Minister neemt zijn beslissing binnen een termijn van veertien dagen.

Bij gebrek aan een beslissing binnen de gestelde termijn is het lastenkohier goedgekeurd.

§ 4. Het lastenkohier wordt meegedeeld, tegen terugbetaling van de kosten, aan elke persoon of instelling die tot de in artikel 5 van het decreet bepaalde categorieën behoort en die het aan het bevoegde overlegcomité vraagt.

**Art. 8.** De lijst van de door elk overlegcomité gekozen opleiders wordt in de in artikel 5 bedoelde lijst opgenomen.

**Art. 9.** Elke zoneraad verzoekt de inrichtende machten die hem samenstellen, de behoeften aan opleiding, uitgedrukt door de leden van hun personeel, mee te delen. Te dien einde moeten de inrichtende machten een of meer personeelsvergaderingen beleggen.

Voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoren de mededeling van de behoeften aan opleiding, alsmede de in lid 1 bedoelde personeelsvergadering tot de verantwoordelijkheid van de inrichtingshoofden.

**Art. 10.** Elke zoneraad beschikt bij het overlegcomité over kredieten in verhouding tot zijn aandeel in het totaal aantal lestijden-leerkracht dat bruikbaar is op 1 september van het lopende schooljaar voor het geheel van de inrichtingen van de betrokken aard.

**Art. 11.** Elke zoneraad deelt de lijst mee van de georganiseerde opleidingen aan de inrichtende machten, aan het bestuur Organisatie van het onderwijs voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede aan de betrokken inrichtingen voor secundair onderwijs, tot kennisgeving aan alle personeelsleden alsmede, tegen terugbetaling van de kosten, aan elke persoon die zulks vraagt.

De inschrijvingen worden door bemiddeling van de inrichtende macht voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, van het inrichtingshoofd voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, aan de voorzitter van de zoneraad meegedeeld. Voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt een afschrift aan het bestuur Organisatie van het onderwijs overgezonden.

**Art. 12.** Binnen de perken van de beschikbare plaatsen en voor zover de inrichtende macht voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, het inrichtingshoofd voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap toestemming geeft, mogen de personeelsleden van alle inrichtingen het voordeel van de opleidingen genieten die verstrekt worden op initiatief van een raad van een andere zone of van een andere aard.

Zij ontvangen reis- en verblijfkostenvergoedingen op voorwaarde dat de zoneraad waaronder zij ressorteren zijn toestemming vooraf geeft.

**Art. 13.** Elke zoneraad deelt de Minister het programma van elke opleiding uiterlijk veertien dagen vóór het begin hiervan mee.

Het programma omvat ten minste het lastenkohier, een beschrijving van de opleiding, de identiteit van de opleiders, plaats en datum van de opleiding en de lijst van de deelnemers.

De inspectie is belast met het toezicht op de overeenstemming van de opleidingen met het in lid 2 bedoelde programma. Te dien einde mag de inspectie ter plaatse de overeenstemming met de beschrijving van de in lid 2 bedoelde opleiding nagaan. Het toezicht op de overeenstemming staat los van de evaluatie van de in artikel 19 van het decreet bedoelde doeltreffendheid.

#### HOOFDSTUK IV. — *De per net verstrekte opleidingen*

**Art. 14.** Elk net bepaalt voor de opleidingen die tot zijn bevoegdheid behoren, een vormingsprogramma en deelt dit uiterlijk veertien dagen vóór het begin hiervan aan de Minister mee.

Het programma omvat ten minste een beschrijving van de opleiding, naam en voornaam van de opleiders, plaats en datum van de opleiding en de deelnemerslijst.

De inspectie is belast met het toezicht op de overeenstemming van de opleidingen met het in lid 2 bedoelde programma. Te dien einde mag de inspectie ter plaatse de overeenstemming met het lastenkohier en met de beschrijving van de opleiding, bedoeld in lid 2, nagaan. Het toezicht op de overeenstemming mag geen evaluatie van de doeltreffendheid, zoals bedoeld in artikel 19 van het decreet, omvatten.

#### HOOFDSTUK V. — *Verdeling van de kredieten onder de opleidingssoorten*

**Art. 15.** De kredieten bestemd voor de opleidingen tijdens de loopbaan worden verdeeld naar rato van :

1° 40 % voor de op het vlak van de gemeenschap ingerichte opleidingen, bedoeld in hoofdstuk II van het decreet;

2° 40 % voor de op het vlak van de zone ingerichte opleidingen, bedoeld in hoofdstuk III van het decreet;

3° 20 % voor de per net ingerichte opleidingen, bedoeld in hoofdstuk IV van het decreet.

De Regering mag in de loop van de maand januari de vastgestelde verdeling jaarlijks wijzigen zodat de in lid 1, 1° bestemde kredieten verhoogd worden en in dezelfde mate de in lid 1, 2° bestemde kredieten worden vermindert.

#### HOOFDSTUK VI. — *Beheer*

**Art. 16.** Op verzoek van de voorzitter van het bevoegde overlegcomité legt het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming de uitgaven vast die voortspruiten uit de in de hoofdstukken II en III van het decreet bedoelde opleidingen.

**Art. 17.** Op verzoek van elk orgaan dat de overheid vertegenwoordigt, legt het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming de uitgaven vast, die voortspruiten uit de in artikel 12, lid 1, 2° van het decreet bedoelde opleidingen.

**Art. 18.** De bewijsstukken, naar het geval gevisieerd door de voorzitter van het bevoegde overlegcomité of door de vertegenwoordiger van elk in vorig artikel bedoeld representatief orgaan, worden aan het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming overgezonden ter vereffening van de uitgaven.

#### HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slótbepalingen*

**Art. 19.** Voor de opleidingen verstrekt tijdens het schooljaar 1993-1994 :

1° is artikel 3 niet van toepassing;

2° zijn de thema's die voor de op het vlak van de gemeenschap in hoofdstuk II van het decreet bedoelde opleidingen worden vastgesteld :

a) de opleiding verbonden met de bepaling van de eindtermen in de eerste graad van het secundair onderwijs, met de certifiëring per graad, met de uitwerking van middelen voor een formerende en certifiërende beoordeling;

b) de opleiding tot formerende beoordeling in alle graden, vormen en types van het secundair onderwijs;

c) het bijwerken van de kennis van de personeelsleden wier taken tijdens het schooljaar 1993-1994 of 1994-1995 zullen worden gewijzigd, bij toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 14 juni 1993 tot vaststelling van de lijst van de basisopties in het secundair onderwijs;

d) het bijwerken van de kennis en van de opleiding tot de evaluatie van de leraars wiskunde;

e) het bijwerken van de kennis en van de opleiding tot de evaluatie van de leraars belast met technische vakken en met beroepspraktijk;

f) de opleiding van de inrichtingshoofden tijdens de loopbaan, met uitsluiting van de opleidingen eigen aan elk onderwijsnet.

**Art. 20.** Dit besluit heeft uitwerking op 15 augustus 1993.

Art. 21. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 6 september 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Onderwijs,  
E. DI RUPO

F. 93 — 2938

[Mac - 29574]

10 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant par fonction le nombre de jours qu'il faut avoir presté pour devenir temporaire prioritaire au cours de l'année scolaire 1993-1994

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1er septembre 1983, 1er août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987 et par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992, 17 février 1993 et 10 juin 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements notamment l'article 103;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les protocoles des 13 septembre 1993 et 4 octobre 1993 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1er.** Le nombre de jours par fonction prévu à l'article 103 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est fixé comme suit pour l'année scolaire 1993-1994.

Fonctions	Nombre de jours pour être temporaire prioritaire Année 1993-1994
<b>A. Dans l'enseignement préscolaire et primaire</b>	
Institutrice maternelle .....	1200
Institutrice primaire .....	1200
Maître de morale .....	1500
Maître de cours spéciaux .....	1500
Maître de seconde langue .....	1500
<b>B. Dans l'enseignement secondaire</b>	
Professeur de langues anciennes .....	1500
Professeur de morale dans l'enseignement secondaire du degré inférieur .....	1200
Professeur de morale dans l'enseignement secondaire du degré supérieur .....	1800